



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 04/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EDILIANS (ex imerys Tuilerie Leguevin)**

Route de la Salvetat  
31490 Légevin

Références : 0534\_240926  
Code AIOT : 0006803836

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement EDILIANS (ex imerys Tuilerie Leguevin) implanté Tuilerie, route de Salvetat LIEU DIT MULATIE 31490 Légevin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'astreinte de la DREAL a été informée le 11 septembre 2024 en soirée par appel du SDIS pour signaler une pollution en sortie du site de l'entreprise EDILIANS, signalée par les gendarmes.

Les rejets ont été isolés dans la bassin de rétention des eaux incendie. Situation maîtrisée pour la soirée selon le SDIS.

Surveillance en cours par l'exploitant.

Les premiers résultats ont constaté une eau trouble avec un pH amont 8, aval 8,5.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDILIANS (ex imerys Tuilerie Leguevin)
- Tuilerie, route de Salvetat LIEU DIT MULATIE 31490 Léguevin
- Code AIOT : 0006803836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site EDILIANS de Léguevin fait l'objet d'une exploitation industrielle depuis 1924 (Tuilerie des établissements Gélis). L'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 mai 2006 ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2015.

Le site est soumis au régime de l'autorisation. Il relève de la directive IED (fabrication de céramiques). Au vu de l'activité exploitée sur site, l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 (activité de broyage / criblage / concassage) est également opposable.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration des pollutions à l'inspection des installations classées	Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Prescriptions liées aux réseaux et à la gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 2.2.1, 2.2.3, 2.2.4, 2.4, 2.6, 2.6.2, 2.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Les eaux industrielles de process et les eaux en provenance de l'atelier d'engabage	Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 2.2.5 Les eaux industrielles de process et les eaux en provenance de l'atelier d'engabage	Demande d'action corrective	15 jours
4	2.3.1 - Caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 23 — Réseaux de collecte des effluents ou produits	Demande d'action corrective	15 jours
5	2.3.2 – Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	2.6.4.1. Etat récapitulatif	Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 2.6.4 - Autosurveillance	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réactivité de l'exploitant observée face à cet incident a permis de contenir rapidement cette pollution.

Toutefois le dysfonctionnement responsable de la situation constatée sur l'atelier d'engobage aurait dû être détecté par des mesures préventives appropriées et / ou appliquées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclaration des pollutions à l'inspection des installations classées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 7

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le pétitionnaire sera tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et des monuments.
<b>Constats :</b>  L'inspection a bien noté que l'exploitant avait prévu dans son traitement de l'accident d'en avertir la DREAL. Il est rappelé que l'information de l'inspection des installations classées doit se faire au plus tôt.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est attendu un rapport faisant état de l'accident, de la recherche des causes et d'un plan d'actions correctives si nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 2 : Prescriptions liées aux réseaux et à la gestion des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 2.2.1, 2.2.3, 2.2.4, 2.4, 2.6, 2.6.2, 2.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2006 des articles : 2.2.1, 2.2.3, 2.2.4, 2.4, 2.6, 2.6.2, 2.6.3
<b>Constats :</b>  Etant donné le contexte d'urgence de la visite d'inspection, il a été donné priorité à la visite de terrain et les différents documents liés à la gestion des eaux n'ont pas pu être consultés par manque de temps.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit fournir à l'inspection : - Un plan faisant apparaître les différents réseaux d'eaux. Le plan des réseaux fait figurer les différents bassins aériens et enterrés. Il est également demandé de justifier du bon dimensionnement des différents bassins compte-tenu des activités et de l'état des bassins versants actuels. - Un tableau de suivi des valeurs limites imposées concernant les rejets d'eau sur les 3 dernières années.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 3 : LES EAUX INDUSTRIELLES DE PROCESS ET LES EAUX EN PROVENANCE DE L'AT...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 2.2.5 LES EAUX INDUSTRIELLES DE PROCESS ET LES EAUX EN PROVENANCE DE L'ATELIER D'ENGObAGE
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux industrielles de process et les réseaux en provenance de l'atelier d'engobage sont collectées pour être intégralement recyclées. Leur rejet est interdit dans les réseaux d'eaux. Si leur charge polluante les rend incompatible avec leur recyclage, elles sont évacuées comme des déchets industriels spéciaux.
<b>Constats :</b>  La pollution survenue dans l'Aussonnelle semble provenir de l'atelier d'engobage. L'isolation des réseaux de l'atelier d'engobage n'est donc pas effective.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit remettre en conformité le réseau des eaux industrielles liés à l'engobage pour que celles-ci soient intégralement recyclées et que le rejet dans les réseaux soit impossible.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : 2.3.1 - CARACTÉRISTIQUES**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 23 — Réseaux de collecte des effluents ou produits
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange, des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.
<b>Constats :</b>  Une des cuves qui réceptionne les eaux de rinçage de l'atelier d'engobage était le jour de la visite d'inspection encombrée par une quantité importante de matière( boueuse à l'état solide) traduisant un défaut d'entretien et des lacunes dans les contrôles appropriés et préventifs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit fournir le plan de maintenance avec les fréquences et l'objet des vérifications visant à assurer le bon état et l'étanchéité des différents milieux récepteurs d'eau et en particulier au niveau de l'engobage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : 2.3.2 - ISOLEMENT DU SITE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b>  La vanne guillotine du site était le jour de l'inspection encombrée par de nombreux végétaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit fournir à l'inspection la consigne d'entretien de cette vanne en prenant en compte les éléments de l'entourage pouvant en perturber le bon fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 6 : 2.6.4.1. Etat récapitulatif**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 2.6.4 - AUTOSURVEILLANCE
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est transmis chaque année à l'inspection des installations classées sous une forme synthétique. Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire. La première campagne d'analyses devra avoir lieu avant le 1 <sup>er</sup> octobre 2006
<b>Constats :</b>  Cet état récapitulatif n'a pas été reçu par l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées relatives aux eaux avec les commentaires expliquant les éventuels dépassements pour les 5 dernières années.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours